



Brèves économiques hebdomadaires d'Asie du Sud

Période du 16 au 22 août 2019

Le 23 août 2019

Résumé

Bangladesh : Budget – Incertitudes sur le montant de la collecte fiscale pour les budgets 2018 et 2019. Fiscalité – l'impôt sur les grandes sociétés en hausse de 14% par rapport à 2017/2018. Financements internationaux – Mission de la Banque mondiale au Bangladesh. Energies renouvelables – Le projet de centrale solaire (50 MW) de Rangunia attribué à un consortium chinois, saoudien et japonais.

Bhoutan : Lancement de la carte *RuPay* au Bhoutan.

Inde : La roupie atteint un étiage de huit mois. Le ministère des Finances examine les accords de libre-échange conclus par l'Inde.

Maldives : Hausse de la performance des entreprises publiques au premier semestre 2019.

Népal : Tenue d'une commission mixte à Katmandou entre les ministres des Affaires Etrangères indien et népalais. Expression d'intérêt de sept entreprises pour la construction de l'aéroport international de Nijdagh.

Pakistan : Chute des flux nets d'IDE de 59 % en juillet 2019. Contraction du déficit courant de 72,8 % en juillet 2019. Les transferts d'expatriés en légère hausse de 2,9 % au cours du premier mois de l'exercice budgétaire 2019/20. Forte hausse de la dette publique exprimée en PKR sur l'exercice budgétaire 2018/19. Net recul de l'indice de production industrielle sur l'exercice budgétaire 2018/19. L'Italie octroie un prêt concessionnel de 20,5 MEUR pour le développement économique du Gilgit-Baltistan.

Sri Lanka : Contraction du déficit commercial au premier semestre 2019. Signature d'un prêt pour le secteur ferroviaire avec la Banque asiatique de Développement (BASD). Lancement d'un projet de soutien à la résilience des populations aux catastrophes naturelles.

BANGLADESH

- **Budget – Incertitudes sur le montant de la collecte fiscale pour les budgets 2018 et 2019.** Les services du *National Board of Revenue* (NBR) et du *Controller General of Accounts* (CGA) ne parviennent pas à réconcilier leurs données par suite d'une défaillance du système informatique iBAS++ ; le CGA n'a toujours pas pu fournir les données de l'exercice budgétaire échu le 30 juin dernier.

S'agissant de celui de la période 2017/2018, le NBR avait enregistré une collecte de 2002 Mds TK contre 1870 Mds TK selon le CGA, soit un écart de 132 Mds TK (1,4 Mds€). Le décalage



entre les données du CGA et celles des douanes de Chittagong (par où transite 80% du commerce extérieur du pays) s'élevait, en juin 2018, à 115 Mds TK (1,2 Mds€).

Selon les données provisoires disponibles début juillet, les recettes fiscales pour l'exercice budgétaire 2019 accusent un déficit de 600 Mds TK (6,42 Mds €) par rapport aux prévisions revues à la baisse en avril dernier. Les recettes provisoires du *National Board of Revenue* (NBR) s'élèvent à 2223 Mds TK (23,8 Mds€) contre un objectif initial de 2962 Mds (31,7 Mds€), révisé en avril 2019 à 2800 Mds TK.

- **Fiscalité – l'impôt sur les grandes sociétés a rapporté près de 2 Mds € en 2018/2019, en hausse de 14% par rapport à 2017/2018.** Le *National Board of Revenue* a publié le palmarès des principaux contribuables à l'impôt sur les sociétés pour l'exercice budgétaire échu le 30 juin dernier.

Selon la section des grands contribuables (*Large Taxpayers Unit* -LTU), les impôts acquittés par les 10 premiers représentaient 58,43 Mds TK (625 M€) pour l'exercice budgétaire 2018/2019, soit une hausse de 18% sur l'exercice précédent, en dépit d'une réduction de 2,5 points de l'IS sur les établissements financiers. L'opérateur téléphonique *Grameenphone* (24,06 Mds TK ou 13% de la collecte globale) et *British American Tobacco Bangladesh* (8,12 Mds TK ou 4,4% de la collecte globale) figurent en tête, suivis par six banques locales et deux établissements étrangers (*Standard Chartered* 4ème, *HSBC* 5ème).

Top 10 corporate taxpayers under LTU
(figures in billion taka)



Sl	Name of taxpayers	FY18	FY19
1	Grameenphone	18.39	24.06
2	British American Tobacco, Bangladesh	5.50	8.12
3	Islami Bank	5.92	5.75
4	Standard Chartered Bank	4.61	4.57
5	HSBC Ltd	2.86	3.13
6	National Bank Ltd	2.89	3.02
7	BRAC Bank	2.59	2.96
8	Trust Bank	2.0	2.48
9	United Commercial Bank	2.18	2.31
10	Pubali Bank Ltd	2.57	1.99

Source: NBR

La LTU a en charge 300 entreprises et un millier de contribuables individuels (principalement les administrateurs des 59 banques locales). Elle a collecté en 2018/2019 186,5 Mds TK, soit près de 2 Mds €, en hausse de 13,5% sur 2017/2018, mais en retrait de 20 Mds TK par rapport à l'objectif assigné; la LTU a par ailleurs près de 125 Mds TK (1,34 Mds €) en instance de recouvrement bloqués par des recours devant les tribunaux, dont 10 Mds TK réclamés à *Standard Chartered*, 12 Mds TK à GP et 30 Mds TK à *Robi Axiata Ltd*, 2ème opérateur téléphonique du pays, avec 47 millions d'abonnés. Le groupe est détenu par *Axiata Group Berhad* (Malaisie, 68,7% du capital), *Bharti Airtel* (Inde, 25%) et *NTT DoCoMo* (Japon, 6,3%). L'objectif de collecte de la LTU pour l'exercice budgétaire 2019/2020 s'élève à 242,155 Mds TK (2,59 Mds €).

- **Financements internationaux – Mission de la Banque mondiale au Bangladesh.** Une mission de la Banque mondiale est venue présenter début août aux autorités locales les nouvelles options de financement des projets de développement, notamment à travers les garanties de crédit, dans la perspective d'une réduction à terme des facilités concessionnelles offertes aujourd'hui par l'*International Development Association*. Elles découleront des progrès significatifs enregistrés ces dernières années, concrétisés par la sortie attendue officiellement en 2024 du Bangladesh de la catégorie des Pays Moins Avancés par les Nations Unies, et plus tard de son reclassement en catégorie "*Upper MIC*" (pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure) par la Banque mondiale. Le guichet de la BIRD sera ouvert, et les garanties apportées par la BM permettront au pays d'emprunter sur les marchés financiers dans de bonnes conditions.

Le Bangladesh n'est plus considéré comme un bénéficiaire exclusif de l'IDA; il est entré depuis le 1er juillet 2018 dans la catégorie "*gap country*", et figurera bientôt dans la liste des



emprunteurs "*blend country*", dont les conditions financières sont moins généreuses que celles des prêts IDA. Depuis l'exercice budgétaire 2018/2019, les nouvelles facilités accordées par la banque ont été revues: les périodes de remboursement ont été ramenées de 40 à 30 ans et les périodes de grâce réduites de 10 à 5 ans.

- **Energies renouvelables – Le projet de centrale solaire (50 MW) de Rangunia attribué à un consortium chinois, saoudien et japonais.** L'appel d'offres pour le projet de la centrale solaire de 50 MW à Rangunia (Chattogram, sud-est du pays), lancé en juin 2019 par le *Power Development Board*, a été attribué le 4 août dernier au consortium *Metito Utilities* (www.metito.com), *JinkoSolar* (www.jinkosolar.com) et *Al Jomaih Energy and Water*, pour un prix de rachat historiquement bas.

La centrale solaire sera construite en B.O.O. (*Build, Own & Operate*) avec une concession de 20 ans et un prix de rachat de l'électricité de \$0,0749/kWh, **le plus bas enregistré à ce jour**; les derniers contrats signés par le BPDC tournaient à un prix légèrement supérieur à \$0.10/kWh.

Le second moins-disant était le groupement rassemblant *Joules Power*, *WAC Logistics* et *Jiangsu Zhongtian Technology*, qui proposait \$0,0875/kWh, suivi par la *JV Toma Construction/Kinus Co* pour \$0,1013/kWh; enfin, *Scatec Solar* proposait \$0,1060/kWh et *Canadian Solar* \$0,1313/kWh.

Fondé au Liban en 1958 par la famille Ghandour, très présente au Moyen-Orient dans les unités de traitement des eaux, METITO est depuis 2014 sous contrôle japonais (avec comme actionnaires le conglomérat *Mitsubishi Corporation*, MHI et la *Japan Bank for International Cooperation* JBIC). Le chinois JINKOSOLAR est l'un des plus grands fabricants de panneaux solaires au monde. AL JOMAIH est un consortium saoudien. Le consortium espère signer son accord d'implémentation avant la fin 2019.

Le gouvernement bangladais s'était fixé en 2008 l'objectif ambitieux d'atteindre en 2020 10% d'électricité issue de sources renouvelables, mais n'arrive à peine qu'à 3% en janvier 2019. Selon les données de la SREDA (*Sustainable and Renewable Energy Development Authority*), la capacité installée en énergies renouvelables atteignait 601,88 MW fin 2018, dont 367,95 MW en solaire, très majoritairement en Hors réseau (*Off grid* pour 232 MW).

BHOUTAN

- **Lancement de la carte RuPay au Bhoutan.** Les Premiers ministres du Bhoutan et de l'Inde ont lancé la carte *RuPay* dans le cadre d'une visite du Premier Ministre indien, Narendra Modi au Bhoutan les 17 et 18 août. Il s'agit d'une initiative de ce dernier qui vise à promouvoir l'inclusion financière du Bhoutan, via l'intégration du réseau de guichets automatiques du pays (*Bhutan Financial Switch*) à l'indien (*Indian Financial Switch*). Le programme devrait être lancé en deux phases: dans un premier temps, les banques indiennes émettront les cartes pour les voyageurs indiens et les citoyens indiens au Bhoutan. Le gouvernement bhoutanais délivrera la carte à ses citoyens lors de la deuxième phase. Le lancement permettra l'interopérabilité transfrontalière des cartes *RuPay* dans les distributeurs automatiques de billets et les terminaux de points de vente au Bhoutan et en Inde. Le Bhoutan est le deuxième pays à participer à l'internationalisation de RuPay après Singapour (2018).



INDE

- **La roupie atteint un étiage de huit mois.** La roupie a clôturé le 22 août à son niveau le plus bas depuis huit mois, à 71,81/dollar après avoir franchi la barre des 72/dollar en cours de journée. Cette dépréciation de la roupie par rapport au dollar est due à une combinaison de facteurs domestiques et extérieurs. Toutes les devises des marchés émergents, y compris la roupie, ont subi des pressions après la dépréciation soudaine du yuan chinois, parallèlement au renforcement de l'indice du dollar. La faiblesse de la devise indienne a été accentuée par les sorties nettes d'investissements de portefeuille. La croissance décevante du recouvrement des impôts directs dans le budget actuel, qui reflète également le ralentissement économique, a aussi négativement pesé sur le taux de change de la roupie.
- **Le ministère des Finances examine les accords de libre-échange conclus par l'Inde.** Le ministère indien des finances a entrepris un examen des accords de libre-échange conclus par l'Inde afin d'évaluer l'impact de ces derniers sur l'économie en général. L'examen est effectué par le département des affaires économiques (ministère des Finances), le département du commerce (ministère du Commerce et de l'Industrie) et le département des recettes (ministère des Finances). Il s'agit d'une évaluation des avantages tangibles que ces derniers apportent à l'Inde. Du point de vue indien, le sentiment dominant est que les accords de libre-échange ont eu un impact négatif, notamment sur le secteur manufacturier alors que le gouvernement tente de le renforcer par le biais du «*Make in India*». Cette décision intervient alors que l'Inde est engagée dans des discussions sur le projet de partenariat économique global régional (RCEP), qui comprend les 10 membres de l'ASEAN (Brunei, Cambodge, Indonésie, Malaisie, Myanmar, Singapour, Thaïlande, Philippines, Laos et Vietnam), le Japon, la Corée du Sud, l'Australie et la Nouvelle-Zélande.

MALDIVES

- **Hausse de la performance des entreprises publiques au premier semestre 2019.** D'après le ministère des Finances maldivien, les 25 principales entreprises publiques du pays ont généré des recettes totales de 7,5 Mds MVR (environ 440 M EUR) lors des trois premiers mois de l'année (T1 2019). Il s'agit d'une hausse de +5,1% comparé au premier trimestre 2018. Presque un tiers de ce résultat est attribuable au groupe public de vente en gros et au détail *State Trading Organization* dont les recettes ont atteint 2,3 Mds MVR sur la période considérée (+5,4% en g.a). L'entreprise de gestion aéroportuaire *Maldives Airports Company*, se place en seconde position, avec des recettes de 1,6 Mds MVR au T1 2019 (+19,5% en g.a), grâce notamment à ses activités de ventes de kérosène aux compagnies aériennes.

Le bénéfice net cumulé de ces 25 entreprises s'est élevé à 1,5 Mds MVR (environ 87 M EUR) sur trois mois, ce qui représente une augmentation de +24,5% par rapport au T1 2018. Le profit net le plus élevé est à mettre à l'actif de la *Maldives Airports Company* (572,6 M MVR, +44,2% en g.a), suivie de la *Bank of Maldives* (276 M MVR, +6,4% en g.a) et du groupe de télécommunications *Dhiraagu* (238 M MVR, + 109,3% en g.a). A noter que 10 entreprises publiques sur 25 ont enregistré des pertes nettes au premier trimestre. Celles de l'entreprise de BTP *Maldives Transport and Construction Company* ont atteint 45,2 M MVR (après un bénéfice net de 9,2 M MVR au T1 2018), en raison du ralentissement des grands projets d'infrastructures publics observé suite à l'arrivée au pouvoir du nouveau Président Ibrahim Solih.

**NEPAL**

- **Tenue d'une commission mixte à Katmandou entre les ministres des Affaires Etrangères indien (Subrahmayan Jaishankar) et népalais** les 21 et 22 août.

L'Inde a procédé à des paiements d'environ 3,74 Mds INR (52 MUSD) pour deux projets : 2,45 mds INR (34 MUSD) au titre du remboursement au gouvernement népalais pour la reconstruction de logements après le séisme dans les districts de Nuwakot et de Gorkha; 1,29 Md INR (18 MUSD) pour le renforcement des infrastructures routières dans la région du Tarai au Népal. Un Mémoire d'accord sur la sécurité sanitaire des aliments a également été signé entre le Département de la technologie alimentaire et du contrôle de la qualité du Népal et la *Food Safety and Standards Authority* indienne.

Il s'agit de la première visite de haut niveau d'un officiel indien au Népal après la reconduction du Premier ministre indien Modi, ainsi que pour le gouvernement Oli formé en février 2018.

- **Expression d'intérêt de sept entreprises pour la construction de l'aéroport international de Nijdagh.** Il s'agirait de propositions d'investisseurs venant de Chine, d'Inde, de France (groupe Vinci), du Qatar, de Finlande, de Suisse et du Népal (via un PPP) pour la construction de l'aéroport situé à 175 kms de Katmandou, dans les plaines. Il s'agit de la première étape, préalable au lancement par l'*Investment Board* d'un appel d'offres restreint.

Selon un rapport de l'autorité de l'aviation civile du Népal, il faudrait deux ans pour nettoyer le site dans la première phase, puis cinq autres années pour la construction de l'aéroport qui pourrait accueillir jusqu'à 60 M de voyageurs. L'aéroport devrait servir de solution de décongestionnement de l'aéroport international Tribhuvan de Katmandou, la seule passerelle aérienne du pays.

PAKISTAN

- **Chute des flux nets d'IDE de 59 % en juillet 2019.** Au cours du premier mois de l'exercice budgétaire 2019/20 (du 1^{er} juillet 2019 au 30 juin 2020), les flux entrants d'IDE se limitent à 168,4 MUSD (-36,4 % en glissement annuel) et les flux sortants continuent de progresser à 95,1 MUSD (+11,1 %). Les flux nets atteignent ainsi 73,4 MUSD en juillet. Un solde positif a été enregistré pour les investissements de portefeuille à hauteur de 33,9 MUSD, à comparer à un solde négatif de 42,1 MUSD un an auparavant. Les investissements étrangers nets s'élèvent à 107,2 MUSD en juillet 2019 contre 136,8 MUSD en juillet 2018 (-21,6 %). Les principaux pays d'origine des investissements directs en flux nets sont les Etats-Unis (16,6 MUSD, soit 22,6 % du total), la Malaisie (19,9 %), le Royaume-Uni (15,1 %) et la Turquie (13,8 %).
- **Contraction du déficit courant de 72,8 % en juillet 2019.** Le déficit courant s'affiche à 579 MUSD, à comparer à 2,1 Mds USD en juillet 2018. Cette amélioration – à hauteur de 1,6 Md USD entre les deux premiers mois des exercices budgétaires 2018/19 et 2019/20 – s'explique par le recul marqué du déficit des échanges de biens à 1,8 Md USD (-47 %). Les exportations progressent en effet de 11 % en glissement annuel (2,2 Mds USD) quand les importations reculent de 25,8 % (4,1 Mds USD). La réduction du déficit des échanges de services de 9,3 % à 473 MUSD et la hausse des transferts de travailleurs expatriés de 2,9 % à 2 Mds USD – qui couvrent la totalité du déficit commercial – ont également participé au repli du déficit de la balance des transactions courantes.



- **Les transferts d'expatriés en légère hausse de 2,9 % au cours du premier mois de l'exercice budgétaire 2019/20** (du 1^{er} juillet 2019 au 30 juin 2020). Les transferts de travailleurs expatriés se sont portés à 2 Mds en juillet, à un niveau similaire à celui qui prévalait un an auparavant (1,98 Md USD). Au cours de ce mois marqué par les célébrations de l'Aid al-Adha, les transferts d'expatriés s'affichent en hausse de 23,9 % par rapport au mois précédent. Les transferts en provenance d'Arabie saoudite (471 Mds USD, 23,1 % du total) et des Etats-Unis (332,4 MUSD, 16,3 % du total) enregistrent une hausse soutenue de respectivement 7,7 % et 13,9 %, quand ceux en provenance du Royaume-Uni stagnent à 229,3 MUSD (14,7 % du total). Les transferts en provenance des Emirats arabes unis s'affichent quant à eux en repli de 4,2 % à 427,3 MUSD (21 % du total), tout comme ceux originaires des autres Etats membres du CCEAG (Bahreïn, Koweït, Qatar et Oman) qui atteignent 198,1 MUSD (9,7 % du total). La Malaisie se classe par ailleurs au 5^e rang des pays à partir desquels les expatriés pakistanais ont émis des transferts de fonds (+14 %, 4,3 % du total). Pour mémoire, le montant total des transferts de travailleurs expatriés s'est élevé à 21,8 Mds USD sur l'exercice 2018/19 (+9,7 % en glissement annuel), couvrant le déficit commercial à hauteur de 77,4 % (contre 62,6 % en 2017/18).

- **Forte hausse de la dette publique exprimée en PKR sur l'exercice budgétaire 2018/19** (juillet 2018 à juin 2019). La dette de l'Etat fédéral se portait à 31 785 Mds PKR (195 Mds USD) à la fin du dernier exercice budgétaire, soit une progression de +31,3 % par rapport à juin 2018 (fin de l'exercice 2017/18). Elle représente désormais 82,4 % du PIB (à comparer à 69,9 % du PIB un an auparavant). La dette publique, exprimée en USD, recule toutefois de 2,1 % sur l'exercice 2018/19, et ce en raison de la forte dépréciation de la roupie pakistanaise au cours de la période considérée (-33,3 % par rapport à l'USD entre le 30 juin 2018 et le 30 juin 2019).

La dette totale est composée à 65,2 % par de l'endettement interne (53,8 % du PIB), dont 73,5 % de longue maturité et 26,5 % de courte maturité (à comparer à respectivement 45,9 % et 54,1 % un an auparavant). En outre, la dette interne de courte maturité comptait pour 59,8 % de l'endettement interne fin mai 2019. Suite aux engagements pris en matière de restructuration de la dette publique dans le cadre du programme avec le FMI, la catégorie des titres de placement à long terme (*Pakistan Investment Bonds* – endettement auprès de la Banque centrale) a atteint 10 933,2 Mds PKR fin juin 2019, en hausse de 203,7 % par rapport au mois précédent (+220,3 % par rapport à juin 2018). La dette interne a ainsi progressée de 26,3 % depuis le début de l'exercice budgétaire, à attribuer principalement à l'endettement de long terme (+102,3 %) quand l'endettement de court terme enregistre un net repli (-38,1 %).

La dette extérieure du gouvernement fédéral, qui exclut les prêts du FMI et les accords de *swap* de devises en soutien à la balance des paiements du ressort de la Banque centrale, enregistre aussi une forte progression en 2018/19 (+41,8 % par rapport à juin 2018). Elle s'établit à 11 055 Mds PKR (67,8 Mds USD) à fin juin 2019, soit 28,7 % du PIB. Exprimée en USD, la progression de la dette extérieure sur l'exercice 2018/19 se limite toutefois à 5,7 % par rapport à juin 2018.

- **Net recul de l'indice de production industrielle sur l'exercice budgétaire 2018/19 (juillet 2018 à juin 2019) qui enregistre son premier repli en une décennie.** L'indice *Large Scale Manufacturing* (LSM), qui contribue à 10,7 % de la formation de valeur ajoutée, s'est contracté de 3,6 % en 2018/19 par rapport à 2017/18, à comparer à +5,3 % un an plus tôt. Alors que la cible avait été fixée à +8,1 % par les autorités, il enregistre sa moins bonne performance en dix ans (après -4,2 % en 2008/09). La production s'affiche en baisse dans de nombreux secteurs (9 sur 15) : produits pharmaceutiques (-7,7 %), sidérurgie (-11,2 %), produits pétroliers (-8,4 %), alimentation/boissons/tabac (-7,2 %). En outre, l'industrie textile qui compte pour 20,9 % de l'indice continue de stagner (-0,2 %). Le repli de l'indice LSM reflète ainsi l'essoufflement de la croissance qui a ralenti à 3,3 % en 2018/19 après 5,5 % en 2017/18.



- **L'Italie octroie un prêt concessionnel de 20,5 MEUR pour le développement économique du Gilgit-Baltistan.** En complément d'un financement de 76 MUSD accordé par le Fonds international de développement agricole (FIDA), le programme vise à encourager le développement des chaînes de valeur des produits agricoles pour favoriser le développement des communautés rurales du territoire. Les objectifs du programme comprennent l'augmentation des surfaces agricoles irriguées, la hausse de la production agricole et le développement des marchés.

SRI LANKA

- **Contraction du déficit commercial au premier semestre 2019.** Le solde négatif de la balance commerciale sri lankaise est en effet tombé à -3,6 Mds USD au cours des six premiers mois de l'année (S1 2019), contre -5,7 Mds USD lors de la période correspondante en 2018. Les exportations de l'île ont progressé lors du S1 2019, s'affichant à 6 Mds USD (+5,8% par rapport au S1 2018 en g.a). Elles ont tiré profit de la bonne tenue des ventes de vêtements et textiles, traditionnel premier poste d'exportation du pays (+9,6% en g.a, à 2,8 Mds USD, soit 46% des exportations totales). En revanche, le pays a enregistré une diminution de ses ventes de thé à l'étranger au S1 2019 (-6,0% en g.a), qui reste toutefois le second poste à l'export (11,4% du total). L'amélioration de la balance commerciale au S1 2019 tient surtout au recul significatif des importations sur six mois (-23,1% comparé au S1 2018 en g.a, à 9,6 Mds USD). Les achats à l'étranger de pétrole, premier poste d'importation du pays (20,8% du total), diminuent quant à eux de -4,4% en g.a, grâce à de moindres importations de pétrole raffiné (-8,6% en g.a). Les acquisitions de machines et équipements s'affichent également en baisse au S1 2018 (-2,5% en g.a), tout comme les achats de véhicules, qui chutent très fortement (-60,1%).
- **Signature d'un prêt pour le secteur ferroviaire avec la Banque Asiatique de Développement (BAsD).** L'accord entre la Banque multilatérale et le gouvernement sri lankais a été signé le 20 août. Le financement de la BAsD, au bénéfice du ministère des Transports et de l'Aviation Civile, s'élèvera à 160 M USD sur une enveloppe totale de 192 M USD, le reliquat étant apporté par les autorités sri lankaises. Il sera destiné à un projet d'amélioration du réseau ferroviaire sri lankais, qui prévoit : (i) la modernisation du système de billetterie (développement des systèmes de réservation électroniques et par mobile), (ii) l'amélioration des systèmes de télécommunication ; (iii) le renforcement de l'exploitation et de la maintenance des chemins de fer (construction d'un nouveau centre d'opérations et de contrôle du trafic, rénovation d'ateliers de maintenance des trains) ; (iv) l'amélioration de la sécurité des chemins de fer et (v) le renforcement de la formation professionnelle, via la modernisation de l'actuel centre de formation technique germano-sri lankais situé dans la banlieue sud de Colombo.
- **Lancement d'un projet de soutien à la résilience des populations aux catastrophes naturelles.** Ce projet est financé via un don de 6 M USD sur trois ans (2019-2022) de l'agence de coopération sud-coréenne (KOICA). Mis en place dans cinq zones du pays fréquemment sujettes aux sécheresses ou aux inondations (districts de Batticaloa, Mannar, Mullaitivu, Matale and Monaragala), il permettra notamment d'installer des systèmes de récolte et stockage d'eau de pluie pour les ménages agricoles résidant dans ces zones. Le projet prévoit par ailleurs la réhabilitation de quelques petits réservoirs d'eau destinée à l'irrigation, la mise en place de systèmes d'information pour la gestion des ressources hydriques, ainsi que des programmes de formation d'agriculteurs afin d'améliorer leur accès aux marchés. Pour la mise en place du



projet, le gouvernement sri lankais bénéficiera du soutien du Programme Alimentaire Mondial des Nations-Unies.

Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
Inde	Baa2	Positive	BBB-	Stable	BBB-	Stable	A4	B
Bangladesh	Ba3	Stable	BB-	Stable	BB-	Stable	C	D
Pakistan	B3	Négative	B	Positive	B	Stable	D	D
Sri Lanka	B1	Négative	B+	Négative	B+	Stable	B	B
Maldives	-		B2	Stable	-		D	D

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Service Économique Régional de New Delhi

2/50-E, Shantipath, Chanakyapuri, New Delhi, Inde

Rédigé par T. Gharib, P. Pillon, A. Boitière, J. Deur, P-H. Lenfant et A. Perriot.

Version du 23/08/2019